

Nouveaux statuts de la Jeunesse Démocrate et Libérale du Luxembourg (JDL)

tels qu'ils ont été modifiés en date du 22 mars 2008 par le congrès national extraordinaire

Table des Matières

Titre I - Généralités et principes fondamentaux

Titre II - Les membres

Titre III - L'administration

Chapitre I - La section

Chapitre II - Les régions

Chapitre III - La direction centrale

Chapitre IV - Le congrès national

Chapitre V - Les groupes de travail

Titre IV - Les comptes

Titre V - La modification des statuts

Titre VI - Dispositions diverses

Titre VII - La dissolution et la liquidation

Statuts de la Jeunesse Démocrate et Libérale du Luxembourg du 23 mai 1993 tels que modifiés en 1995, 2000 et 2008.

Titre I – Généralités et principes fondamentaux

Art. 1.- La Jeunesse Démocrate et Libérale du Luxembourg, en abrégé et ci-après « JDL », est un mouvement politique de jeunesse adhérant aux principes suivants:

a) en matière philosophique : la liberté individuelle, la tolérance, la solidarité, l'humanisme et la croyance en la raison humaine et en l'expérience gouvernée par celle-ci ;

b) en matière politique : la préoccupation d'examiner les problèmes et d'élaborer des réformes à la lumière de l'expérience et du jugement en respectant la défense des valeurs de liberté, de respect et de dignité de tous les êtres et le respect scrupuleux des principes de la démocratie et de l'Etat de droit.

Art. 2 - Se fondant sur ces principes, la JDL a pour objet :

a) en matière culturelle : la promotion de l'individualité de l'homme et notamment l'élaboration d'un enseignement qui, libéré de toute influence idéologique et de toute discrimination philosophique, religieuse et sociale, favorise la libre détermination de tous les individus dans une libre compétition des idées ;

b) en matière économique : le respect de la liberté d'initiative et des libertés économiques, la diffusion des responsabilités dans le contexte de la solidarité internationale avec les pays, nations et populations moins développées, afin d'assurer tant l'accroissement constant de la richesse nationale et, partant, le progrès social, que l'amélioration des structures économiques sur le plan international ;

c) en matière sociale : l'élaboration d'un système garantissant à tout individu une participation équitable aux richesses de la nation incluant la garantie de la cohésion sociale, ainsi que la sauvegarde de la paix sociale.

Art. 3- La JDL est constituée pour une durée illimitée, mais peut en tout temps être dissoute. Son siège est à Luxembourg.

Titre II - Les membres

Art. 4.- La JDL est composée de membres effectifs avec droit de vote et de membres d'honneur sans droit de vote. Leur nombre est illimité.

Art. 5.- Peuvent être membres effectifs tous les jeunes résidant au Luxembourg, sans distinction de race et de nationalité, jusqu'à l'âge de trente-trois ans accomplis qui adhèrent aux principes de la JDL tels que définis dans les articles 1 et 2 des présents statuts, sans pouvoir être membres ni d'un autre mouvement politique de jeunesse, ni d'un parti politique ou mouvement idéologique niant ces principes.

L'admission est prononcée par le bureau exécutif portant soit sur son admission, soit sur le refus d'admission d'un membre. La décision appartiendra au comité national conformément à l'article 32 des présents statuts. Cette décision sera opposable, avec effet immédiat, à tout membre de la JDL. En cas de contestation, la procédure définie à l'article 10 est applicable.

Art. 6.- Les membres verseront chaque année une cotisation dont le montant est fixé par le congrès national, mais ne peut être supérieur à EUR 125.- (cent vingt-cinq euros). Les cartes de membre seront valables du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année en cours.

Art. 7.- Peuvent être membre d'honneur toutes personnes adhérant aux principes de la JDL et versant une cotisation annuelle de EUR 25.- (vingt-cinq euros) minimum.

Les cotisations sont fixées chaque année par le comité national.

Art. 8.- Le bureau exécutif établira la liste des membres dans les trois mois qui suivent l'échéance des cotisations.

Art. 9.- Les membres sont libres de se retirer du mouvement en adressant leur démission par écrit soit au comité de leur section soit au comité national. Est réputé démissionnaire le membre qui ne paie pas la cotisation due de l'année en cours.

Art. 10.- Par l'adhésion aux présents statuts, tout membre s'interdit de porter préjudice, que ce soit par un acte ou une omission, aux statuts ou de se livrer à des agissements contraires aux intérêts de la JDL.

Le membre qui contrevient à la présente disposition pourra être exclu du mouvement par le comité national. Celui-ci statuera après avoir entendu l'intéressé dans ses explications et ses moyens de défense. La décision du comité national sera votée à la majorité des deux tiers et prendra effet dans la quinzaine de la signification de la décision.

Cependant appel de la décision pourra être interjeté devant le congrès national. L'appel de la décision du comité national ne sera plus recevable, si dans la quinzaine de la signification de la décision, l'intéressé n'aura pas fait connaître au comité national sa détermination d'en relever appel devant le congrès national.

L'appel suspendra la décision du comité national en matière d'admission ou d'exclusion.

Le congrès national statuera dans les mêmes réserves que le comité national. Il prononcera, avec effet immédiat, soit l'exclusion respectivement la non-admission, soit l'annulation de la

décision. En cas d'annulation il ne pourra blâmer le comité national, si celui-ci s'est conformé à la procédure prescrite et s'il a fait preuve de diligence.

Le comité national ne pourra prononcer un second refus qu'en se fondant sur des faits établis postérieurement à ceux ayant motivé la première décision ou découverts seulement après celle-ci.

Art. 11.- Le membre démissionnaire ou exclu et les ayants-droit d'un membre démissionnaire, exclu ou décédé n'auront aucun droit sur l'avoir de la JDL.

Titre III - L'administration

Chapitre I - La section

Art. 12.- Les membres domiciliés ou résidant dans un secteur géographique défini peuvent former une section locale ou une section locale élargie qui pourra regrouper plusieurs localités liées entre elles, ainsi qu'une section étrangère telle que définie à l'article 20 des présents statuts.

Toutefois, par demande écrite à adresser au comité national un membre peut opter pour une section autre que celle où il réside.

Art. 13.- La section est fondée par au moins cinq membres de la JDL. Le comité national devra donner son accord.

Les membres fondateurs rédigeront une charte constitutive qui indiquera notamment la délimitation géographique et le siège de la section, ainsi que la composition du comité provisoire.

La délimitation géographique est sujette à l'approbation du comité national. Les membres du comité provisoire expédieront les affaires courantes jusqu'à l'assemblée générale constituante ayant été convoquée selon les dispositions de l'article 15 des présents statuts.

Art. 14.- Le comité de la section se réunit autant de fois que nécessaire, mais au moins une fois tous les deux mois en séances de travail aux fins de discussion et d'information. Les décisions seront adoptées à la majorité des membres présents.

Art. 15.- L'assemblée générale ordinaire aura lieu chaque année au cours des mois de janvier ou de février et sera ouverte à tous les membres de la JDL ainsi qu'à trois délégués du Parti Démocratique, sous réserve de réciprocité.

L'assemblée générale de la section sera convoquée par simple lettre et courriel du comité de la section à adresser aux membres de la section, aux membres du comité régional et national ainsi qu'aux présidents de toutes les autres sections et régions une semaine à l'avance ; la lettre de convocation devra contenir l'ordre du jour.

L'ordre du jour comportera entre autres les points suivants: rapport d'activités du secrétaire de la section, rapport du trésorier et des deux réviseurs de caisse, message du comité national et/ou du comité régional.

Ont le droit de vote seuls les membres de la section et les trois délégués du Parti Démocratique, sous réserve de réciprocité.

Les motions et résolutions sont votées à la majorité relative.

L'assemblée générale de la section a pour mission de prendre connaissance et d'analyser les rapports des séances de travail et d'élire le président, les membres du comité de la section et deux vérificateurs de comptes.

Art. 16.- Une assemblée générale extraordinaire de la section pourra être convoquée au cours de l'année, soit que le comité national le décide en raison de circonstances spéciales, le comité de section dûment entendu, soit par le comité de la section, soit qu'un cinquième au moins des membres de la section la réclament par écrit. Toutefois, dans ce dernier cas, le nombre des membres requérants ne pourra être inférieur à cinq.

L'assemblée générale extraordinaire de la section aura lieu dans la quinzaine à compter de la date de la décision au comité national, soit du dépôt de la requête des membres. Elle pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 17.- Le comité de la section dirige la section. Il se compose en général de cinq à quinze membres effectifs, et en surplus des élus nationaux et communaux qui sont membres de cette section.

Le comité de la section comprendra obligatoirement un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier, le délégué au comité régional ainsi qu'un membre effectif chargé des relations avec le comité national, cette dernière fonction pouvant être cumulée avec l'une des fonctions précédentes.

A titre exceptionnel, le comité provisoire de la section pourra être réduit à trois membres : le président, le secrétaire et le trésorier.

Les membres du comité de la section sont élus au scrutin secret par l'assemblée générale annuelle de la section. La majorité relative décidera. Au cas où deux candidats obtiendraient le même nombre de voix et s'il s'avère nécessaire de les départager, ceux-ci se présenteront une nouvelle fois au vote. Les candidats non-élus pourront être cooptés par le comité de la section.

Le comité ainsi élu procédera lui-même à la répartition des charges. Au comité de la section, il sera adjoint sous réserve de réciprocité, en surnombre deux délégués du Parti Démocratique et seulement deux, même si la délimitation géographique de la section de la JDL englobe plusieurs sections du Parti Démocratique, tous avec droit de vote et pour autant qu'ils n'aient pas été élus directement au comité de la section. Les membres du comité sont collectivement et conjointement responsables de la gestion.

L'ordre du jour des réunions du comité de la section sera établi par le président et voté en début de réunion.

Les décisions du comité de la section sont prises à la majorité absolue des voix de ses membres présents, tous ayant été dûment convoqués. En cas de partage des voix, la voix du président sera prépondérante. Le comité de la section peut décider valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 18.- Si suite à une démission ou à une exclusion d'un ou plusieurs membres du comité de la section et à défaut de suppléants, le nombre de membres du comité passe en dessous de cinq, une assemblée générale extraordinaire de la section sera convoquée dans la quinzaine sur l'initiative soit du président de la section, soit du comité régional compétent.

Au cas où tant le président de la section que le comité régional compétent manqueraient de faire usage, dans les délais prévus, des prérogatives leur conférées par l'alinéa précédent, le comité national convoquera l'assemblée générale extraordinaire de la section.

Art. 19.- Le comité associe les membres de la section autant que possible à l'activité de la section ; il tranche les affaires qui sont de sa compétence.

Il convoque les séances de travail et l'assemblée générale de la section. Il désignera parmi ses membres le ou les délégué(s) représentant la section au comité de la section correspondant du Parti Démocratique.

Dans les huit jours qui suivent l'assemblée générale de la section ou la réunion du comité de la section, un rapport écrit est à adresser au comité national.

Le comité de la section gérera ses propres fonds. Cette gestion sera soumise au règlement administratif prévu à l'article 30 alinéa 2 des présents statuts.

Les sections recevront un pourcentage des cotisations perçues dans leur section par la vente de cartes de membres. Le pourcentage sera fixé annuellement par le comité national et ne pourra être inférieur à 10 %.

Chaque section peut demander un soutien financier.

Le comité de la section sera responsable de l'emploi des fonds et devant l'assemblée générale de la section et devant le comité national.

L'exercice de toute action publique dont la portée directe dépasse la délimitation géographique de la section nécessite l'accord préalable du président régional.

Art. 20.- La section étrangère est une section dont l'activité principale s'exerce en dehors des frontières du Grand-Duché de Luxembourg.

Tous les articles des statuts de la JDL s'appliqueront à toute section étrangère.

Un membre ayant élu résidence d'une section étrangère ne pourra pas faire partie du bureau exécutif de la JDL.

L'assemblée générale annuelle de la section étrangère a lieu au cours des mois de janvier ou de février.

Un échange d'informations et de rapports écrits a lieu entre la section étrangère et le comité national.

La dissolution d'une section étrangère ne pourra avoir lieu que si la « relance » s'avère impossible. Une proposition en ce sens devra être faite par le comité national et ratification par le congrès national. Après acquittement de toutes les dettes de la section, les avoirs restants sont versés à la caisse du comité national.

Chapitre II - Les régions

Art. 21.- La JDL comprend un nombre de régions égal au nombre de circonscriptions électorales du pays.

Art. 22.- Le congrès régional ordinaire aura lieu au cours des mois de mars ou d'avril de chaque exercice et sera ouvert à tous les membres de la JDL, dont les membres effectifs de la région ainsi que six délégués du Parti Démocratique sous réserve de réciprocité, ont un droit de vote. Il ne peut valablement siéger que si la moitié des sections sont représentées. Sinon une deuxième assemblée régionale devra se tenir dans le mois de la première convocation; celle-ci pourra siéger, quel que soit le nombre des sections représentées.

Le congrès régional sera convoqué par simple lettre du comité régional à adresser aux membres de la région, aux membres du comité national ainsi qu'aux présidents de toutes les sections et régions deux semaines à l'avance. La lettre devra contenir la date, le lieu et l'ordre du jour du congrès régional ainsi que les délais éventuels endéans lesquels les motions, résolutions et candidatures devront être déposées.

L'ordre du jour comportera entre autres les points suivants: rapport d'activités du secrétaire de la section, rapport du trésorier et des deux réviseurs de caisse, message du comité national.

Le congrès régional a pour fonctions essentielles d'élire le président régional et les membres du comité régional, d'entendre et de discuter les rapports d'activité des sections, d'analyser surtout les problèmes spécifiques de la région et de discuter les motions et résolutions présentées par les sections et les membres de la région. Toute décision est prise à la majorité relative des votants présents.

Le président régional est d'office membre du comité national et est le représentant du comité national dans sa région.

Art. 23.- Un congrès régional extraordinaire devra être convoqué dans le mois qui suit le dépôt d'une requête écrite au siège du comité régional ayant obtenu l'adhésion de la moitié au moins des comités de section relevant de la région ou d'un cinquième des membres de la région.

Art. 24.- Le comité régional dirige la région.

Le comité régional se compose du président et de cinq à quinze membres élus par le congrès régional annuel ainsi que, en surplus, des élus nationaux et communaux et de chaque fois un délégué des sections de la région à désigner par les comités de section.

Il comprendra obligatoirement, outre le président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier, ainsi que deux membres représentant la région en question au sein du comité national. Au comité régional seront adjoints, en surnombre, sous réserve de réciprocité, trois délégués du Parti Démocratique avec droit de vote.

Le président de la région est élu séparément, au scrutin secret, à la majorité absolue des membres présents au congrès régional.

En cas de ballottage entre plus de deux candidats, le congrès régional procédera, dans les mêmes formes, à un second tour de vote pour départager les deux candidats les mieux placés. Si aucun de ceux-ci n'obtient la majorité absolue, ainsi qu'au cas ou lors du premier scrutin il n'y avait que deux candidats, dont aucun n'a obtenu la majorité requise, la majorité relative décidera. Les autres membres du comité régional sont élus dans les formes de l'article 17, alinéa 3. Les candidats non élus pourront être cooptés par le comité régional.

La désignation par le congrès régional du président et des membres du comité régional par la voie électorale est obligatoire, alors même que le nombre des candidatures ne dépasserait pas celui des sièges à pourvoir.

Le comité ainsi élu procédera lui-même à la répartition des charges. Il désignera, entre autres le ou les représentant(s) de la région au comité régional correspondant du Parti Démocratique.

L'ordre du jour des réunions du comité régional sera établi par le président et voté en début de réunion.

Les décisions du comité régional sont prises à la majorité des membres selon les modalités de vote fixés à l'article 17, alinéa 6.

La tâche essentielle du comité régional consistera à coordonner les activités des sections de sa région sur la base des orientations décidées au congrès national et précisées par le comité national, soit en prenant toute autre initiative tendant à favoriser une concentration des sections. L'exercice par le comité régional de toute action publique dont la portée dépasse à délimitation géographique de la région nécessite l'accord préalable du comité national ou, en cas d'urgence, du bureau exécutif.

Le comité régional convoque le congrès régional. Il statuera sur les délais endéans lesquels les motions, résolutions et candidatures devront être déposées, ces délais ne pouvant dépasser la huitaine.

Le comité régional administre la région. Il se réunira au moins une fois tous les deux mois et chaque fois que la nécessité l'imposera. Dans la quinzaine qui suit le congrès régional ou la réunion du comité un rapport écrit est à adresser au comité national.

Le comité régional gérera ses propres fonds. Cette gestion sera soumise au règlement administratif prévu à l'article 30 alinéa 2 des présents statuts.

Le comité régional sera responsable de l'emploi des fonds et devant le congrès régional et devant le comité national.

Art. 25.- Si suite à une démission ou exclusion d'un ou plusieurs membres du comité de la section et à défaut de suppléants, le nombre de membres du comité passe en dessous de cinq, un congrès régional extraordinaire sera convoqué dans la quinzaine, sur l'initiative soit du président, soit du comité national.

En cas de démission ou d'exclusion du président, la charge du président faisant fonction sera assumée soit par le vice-président soit à défaut, par un membre du comité régional élu en son sein selon les formalités de l'article 17, alinéa 6.

A défaut de candidature, un congrès régional extraordinaire sera convoqué dans la quinzaine sur l'initiative soit du comité régional, soit du comité national.

Chapitre III - La direction centrale

Art. 26.- La direction de la JDL incombe au comité national.

Le bureau exécutif se compose du président national, du premier vice-président et de deux autres vices-présidents, du secrétaire général, du trésorier, du secrétaire international, du

secrétaire adjoint, de trois membres nommés par le président et de deux membres élus annuellement au comité national.

Les membres du comité national sont annuellement élus respectivement désignés. Le comité national se compose de la façon suivante :

- a) du bureau exécutif ;
- b) de seize membres effectifs élus individuellement au scrutin secret pour un mandat de un an par le congrès national dans les formes indiquées à l'article 17, alinéa 3, chaque région devant y être représentée par au moins un membre ;
- c) des quatre présidents régionaux ;
- d) des élus nationaux et communaux qui sont membres de la JDL ;
- e) de deux délégués désignés par le Parti Démocratique selon les statuts, à condition de réciprocité ;
- f) de deux délégués désignés par l'Association des Femmes Libérales, à condition de réciprocité.

Le comité national désignera parmi les membres effectifs du mouvement les délégués qui représentent la JDL au congrès national, comité national et comité directeur du Parti Démocratique ainsi qu'au bureau de l'Association des Femmes Libérales, conformément aux statuts de ces derniers.

Les candidats non élus pourront être cooptés par le comité national.

Art. 27.- Le comité national élu dans les termes de l'article 26 désignera le ou les adjoints du secrétaire général et du trésorier.

Les membres sortants du comité national sont rééligibles. Le président, le premier vice-président et les deux autres vice-présidents, le secrétaire général, le trésorier, le secrétaire international et le secrétaire adjoint sont élus pour deux ans avec mandat renouvelable. La désignation des membres du comité national par la voie électorale est obligatoire, alors même que le nombre des candidatures ne dépasserait pas celui des sièges à pourvoir.

Art. 28.- Tous les membres sont collectivement et conjointement responsables de la gestion.

Art. 29.- En cas de décès, de démission ou d'exclusion d'un ou de plusieurs des membres du bureau exécutif respectivement des seize membres élus par le congrès national, le comité national pourra, à défaut de suppléants, procéder à l'admission d'un remplaçant au sein du comité national, afin de terminer le mandat du démissionnaire ou de l'exclu. L'admission se fera par cooptation dans les conditions fixées par l'article 32, tout en respectant la répartition régionale visée à l'article 26.

En cas de décès, démission ou d'exclusion du président national, le comité national sera présidé par un président faisant fonction qui est, soit le premier vice-président, soit un des deux autres vice-présidents, soit un membre élu en son sein selon les formalités de l'article 32.

En cas de décès, de démission ou d'exclusion de la moitié ou plus des membres du bureau exécutif ou à défaut de candidature pour assurer la présidence, un congrès national extraordinaire sera convoqué dans la quinzaine sur l'initiative soit du comité national, soit du bureau exécutif.

Art. 30.- Le comité national a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires de la JDL.

Le comité national élaborera un règlement administratif concernant la gestion et la comptabilité des trésoreries des sections et régions. Ce règlement respectera l'autonomie financière des trésoreries des sections et des régions.

Le comité national disposera des pouvoirs de contrôle et d'investigation les plus étendus sur la gestion et la comptabilité des trésoreries des sections et des régions et fixera l'exercice de ces pouvoirs.

Art. 31.- Les décisions du comité national sont prises à la majorité absolue des voix de ses membres présents, tous ayant dûment été convoqués. En cas de partage des voix, un second vote aura lieu. Si dans ce cas, le résultat est le même, la voix du président national sera prépondérante.

Le comité national peut décider valablement, quel que soit le nombre des membres présents. Cependant, le vote par procuration est toléré au sein du comité national en cas de motif légitime d'absence. Le mandataire devra déposer sa procuration en début de réunion entre les mains du président qui lui donnera acte de son dépôt. La procuration ne pourra être donnée qu'à un membre effectif du comité national à raison d'une seule procuration par membre effectif.

Art. 32.- Le comité national se réunit au moins une fois tous les deux mois et chaque fois que la nécessité l'impose. L'ordre du jour de la réunion est fixé soit par le président, soit par la majorité absolue du bureau exécutif. Cependant, par une décision prise à la majorité absolue de ses membres, le comité national peut soit modifier, soit compléter l'ordre du jour. Cette décision doit intervenir lors de la présentation de l'ordre du jour et au plus tard avant tout débat sur le fond sous peine de nullité. Les présidents d'honneur assistent aux délibérations avec voie consultative.

Art. 33.- Le bureau exécutif est chargé de l'exécution des décisions prises par le comité national. Il se réunit le plus souvent possible.

Nonobstant l'alinéa 1^{er}, le bureau exécutif a les compétences suivantes :

- a) prendre des décisions politiques ;
- b) décider de la politique de communication ;
- c) établir l'ordre du jour du comité national ;
- d) décider toutes affaires de gestion courante.

Il devra rendre compte au prochain comité national.

Art. 34.- Pour mettre prématurément fin au mandat d'un membre du bureau exécutif, une motion de censure pourra y être soumise au comité national. Pour aboutir, cette motion devra recueillir la majorité des deux tiers des membres présents, tous ayant dûment été convoqués. En cas de partage des voix, un second vote aura lieu. Si dans ce cas, le résultat est le même, la voix du président national sera prépondérante.

Un congrès extraordinaire devra ensuite être convoqué dans le mois.

Chapitre IV - Le congrès national

Art. 35.- La direction suprême de la JDL incombe au congrès national. Ses attributions essentielles sont:

- a) la modification des statuts ;

- b) l'approbation du budget et du compte ;
- c) la dissolution du mouvement ;
- d) l'exercice de toutes les autres prérogatives conférées par les présents statuts ainsi que l'approbation des orientations politiques consignées dans le programme de la JDL.

Art. 36.- Le congrès national est ouvert à tous les membres de la JDL qui auront tous un droit de vote à condition que leur cotisation ait été réglée au plus tard sept jours avant la tenue du congrès, ainsi que sous réserve de réciprocité, à douze délégués du Parti Démocratique désignés conformément aux statuts de ce dernier.

Tous les votes relatifs aux modifications de statuts, à l'approbation du budget et du compte, aux élections pour le comité national ainsi qu'à la dissolution du mouvement sont pris comme suit :

- a) une liste des membres par section est dressée sept jours avant la tenue du congrès et le compte du nombre de membres par section est effectué à cette date. Ne sont pris en compte que les membres qui ont payé leur cotisation au moment de l'établissement de la liste ;
- b) chaque membre présent aura un droit de vote.

Un bureau de vote comprenant au moins cinq personnes dont deux au plus peuvent être issus de la même section est désigné par le congrès. Le bureau de vote procédera au compte des votes et au contrôle de la pondération des votes.

Le congrès national aura lieu au courant du mois d'avril ou mai de chaque année.

Art. 37.- Le congrès national ne peut valablement siéger que si toutes les régions sont représentées.

Le congrès national est convoqué par simple lettre et courriel à adresser par le comité national aux membres du mouvement au moins une quinzaine à l'avance. La convocation contiendra la date, le lieu et l'ordre du jour du congrès national ainsi que les délais éventuels endéans lesquels les motions, résolutions et candidatures devront être envoyés. Ces délais ne pourront excéder la huitaine. Les candidatures devront être envoyés au secrétariat général.

Toutefois, toute motion ou résolution déposée après les délais visés à l'alinéa précédent pourra être inscrite à l'ordre du jour par décision de la majorité absolue des membres présents au congrès. Ces dispositions s'appliquent aux assemblées des sections et des régions.

Art. 38.- Les motions et résolutions du congrès sont votées à la majorité absolue des membres présents et consignées dans un registre spécial et sont conservées au siège du mouvement, où tous les membres pourront en prendre connaissance.

Chapitre V - Les groupes de travail

Art. 39.- Le comité national pourra créer au sein de la JDL des groupes de travail. Il nomme également un responsable du groupe de travail.

Le responsable du groupe de travail est chargé de la définition exacte des objets du groupe de travail et de la composition de ce groupe. Les objets et la composition du groupe de travail sont soumis à l'approbation du comité national.

Le responsable du groupe de travail est responsable devant le comité national. Les conclusions des travaux du groupe de travail sont soumis à l'approbation du comité national.

TITRE IV - Les comptes

Art. 40.- Le comité national soumettra à l'approbation du congrès national le compte des recettes et des dépenses de l'exercice précédent. L'exercice commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de cette année.

Art. 41.- Le congrès national élira annuellement deux réviseurs de caisse ainsi que leurs suppléants. Ceux-ci feront rapport sur l'emploi des fonds fait par le comité national et éventuellement les groupes de travail.

TITRE V - La modification des statuts

Art. 42.- Le congrès national extraordinaire décide des modifications des statuts. Aucune modification ne peut être adoptée si cette modification n'est pas votée avec la majorité des deux tiers des membres présents.

TITRE VI - Dispositions diverses

Art. 43.- Tous les cas non prévus par les présents statuts seront tranchés par le comité national, sous approbation par le prochain congrès national.

Art. 44.- Les statuts se complètent par le programme de la JDL. Ce programme est soumis à l'approbation d'un congrès national extraordinaire.

TITRE VII - La dissolution et la liquidation

Art. 45.- En cas de dissolution de la JDL pour quelque cause que ce soit, l'avoir, après l'acquittement des dettes, est attribué au trésor du Parti Démocratique.

Le congrès national ne peut valablement décider de la dissolution de la JDL, si les deux tiers de ses membres ne sont pas présents et si cette dissolution n'est pas votée avec une majorité des deux tiers des membres présents. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, une seconde assemblée convoquée dans le mois pourra délibérer quel que soit le nombre de membres présents. Le vote aura lieu suivant les procédures définies à l'article 37.

Adresse postale:
Jeunesse Démocrate et Libérale (JDL)
Boîte postale 407
L-2014 Luxembourg

Web : www.jdl.lu